



La crédibilité du pape François sur les abus sexuels du clergé a été sapée au Chili

Le voyage du pape François en Amérique du Sud a reflété l'attention habituelle du pape pour la réalité des souffrances des pauvres et des populations indigènes marginalisées. Mais sa visite a aussi démontré le manque de clarté du pape sur la priorité donnée aux victimes et aux survivants d'abus sexuels commis par des membres du clergé, et a en outre sapé les efforts de l'Église pour montrer sa repentance sur cette question importante.

Dans son discours à la "Moneda" devant les autorités civiles chiliennes, le pape a demandé pardon et a exprimé sa honte pour les abus sexuels commis par des membres du clergé. Le pape François a aussi reçu une délégation des victimes à huis clos. Ce sont des étapes importantes, mais il n'a pas montré la même ouverture envers les victimes de Karadima.

Ces faits positifs ont été cependant complètement compromis quand le pape François a déclaré que ceux qui ont accusé Mgr Juan Barros Madrid de couvrir des abus sexuels commis sur des enfants étaient coupables de « calomnie ».

Mgr Juan Barros Madrid a été nommé évêque d'Osorno en 2015, alors que sa complicité avec Karadima était devenue publique ; il avait été auparavant évêque aux Armées. Sa nomination a été faite par la hiérarchie au Chili, qui s'était montrée d'accord avec la dictature de Pinochet et appréciait l'empathie du Nonce Angelo Sodano. Mgr Barros a été le protecteur du pédophile en série, le père Fernando Karadima, figure influente et bien connue de l'élite économique et conservatrice du monde catholique de Santiago. Les membres de la Commission pontificale pour la protection des mineurs ont protesté de sa nomination, mais le pape François est passé outre. On ne pense pas que Mgr Barros ait lui-même commis des abus ; mais il était certainement conscient de ceux en série de Karadima qu'il a protégé.

Un mouvement de base est alors né dans le diocèse d'Osorno qui a contesté et rejeté la nomination de Barros, demandant au pape de le révoquer. Le pape François, parlant avec des journalistes avant de quitter le Chili, a déclaré qu'il n'y avait aucune preuve contre Barros et accusé les survivants d'abus de calomnie. Pourtant, les survivants des abus de Karadima – que le pape François a refusé de rencontrer – se confirment être crédibles. En fait, le cardinal Sean O'Malley de Boston, qui dirige la Commission pontificale pour la protection des mineurs, a publié une déclaration exprimant que la défense par le pontife d'un évêque chilien accusé de couvrir des abus était « une source de grande douleur » pour les survivants. Il y a également eu une réponse du président des laïcs d'Osorno : « Le Pape devrait comprendre qu'il n'est pas un jury, il n'a pas à se prononcer sur les crimes, qui seront jugés par un jury chilien, son devoir est de vérifier si l'évêque Juan Barros est vraiment un chef spirituel ou non, et de comprendre qu'il ne remplit pas sa mission en tant qu'évêque : être un signe d'unité dans un diocèse ».

We Are Church International (WAC) et le réseau européen Églises et Libertés (EN-RE) expriment leur soutien à la protestation ecclésiastique légitime des chrétiens d'Osorno et partagent le point de vue de Somos Iglesia Chile (section nationale du mouvement WAC) dans cette affaire. Nous appelons le Pape François à revoir d'urgence son soutien à Mgr Juan Barros dans l'intérêt de toute l'Église.

Sigrïd Grabmeier
Présidente
WAC International

Enrique Orellana F.
Président
Somos Iglesia Chile

Raquel Mallavibarrena
Présidente
Réseau Européen Eglises et Libertés

Contact: Marianne Duddy-Burke, media@we-re-church.org, +1 617 669 7810
Executive Director, Dignity USA
Raquel Mallavibarrena, rmallavi@gmail.com, +34 649332654

We are Church International fondée à Rome en 1996, est une coalition de groupes de réforme nationaux. Elle est engagée au renouvellement de l'Eglise Catholique Romain d'accord avec le Concile Vatican II (1962-1965) et l'esprit théologique développée résultant.

<https://www.we-are-church.org/413/index.php>

Le Réseau Européen Eglises et Libertés est une convergence spontanée d'organisations – associations, communautés, groupes et réseaux informels – de chrétiennes et de chrétiens majoritairement catholiques d'Europe partageant

(1) la vision d'une Eglise prophétique, œcuménique, solidaire, aimante qui n'exclut ni ne discrimine et qui marche dans la voie de Jésus le libérateur,

et

(2) la volonté d'œuvrer dans le respect de la diversité culturelle et religieuse pour la paix, la justice, la liberté, les droits humains et la démocratie, y compris dans l'Eglise Catholique. (Cf Déclaration des droits et libertés dans l'Eglise catholique, Réseau Européen 1994).

Il se déclare membre de l'Eglise Catholique en qualité d'association jouissant de la liberté d'association selon le droit de l'Eglise catholique (Canon 215). (Charte Préambule b et d)

<http://www.en-re.eu/index.php>